



LE CHIEN DE GARDE

Bulletin

WWW.OMBUDSMAN.ON.CA

ABONNEZ-VOUS À NOTRE E-BULLETIN

DÉSABONNEZ-VOUS

ENGLISH

L'Ombudsman rendra public son Rapport annuel 2015-2016 le 2 novembre

L'Ombudsman Paul Dubé rendra public son Rapport annuel 2015-2016 ce mercredi 2 novembre. Ce sera le premier rapport annuel de l'Ombudsman depuis que le mandat de son Bureau a été élargi pour inclure les municipalités, les universités et les conseils scolaires, en plus des organismes du gouvernement provincial.

Vous pourrez suivre la diffusion en direct sur le Web, à la [page principale](#) de notre site Internet, à 14 h – alors, marquez votre calendrier!

► [Regardez la vidéo sur le Rapport annuel à venir](#)



L'Ombudsman présente son mémoire à l'examen des organismes de surveillance de la police

Le 27 octobre, l'Ombudsman Paul Dubé a rendu public son mémoire à l'[Examen indépendant des organismes de surveillance de la police](#), organisé par la province. Il a préconisé l'instauration d'une nouvelle loi



Octobre 2016

L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités et les conseils scolaires. L'Ombudsman Paul Dubé a commencé son premier mandat quinquennal le 1^{er} avril.

[PORTEZ PLAINT EN LIGNE](#)

Ombudsman Ontario

Bell Trinity Square
483, rue Bay, 10^e étage, Tour Sud,
Toronto, ON
M5G 2C9

Téléphone : 1-800-263-1830

Télécopieur : 416-586-3485

ATS : 1-866-411-4211

Courriel : info@ombudsman.on.ca



RÉUNIONS À HUIS CLOS

Municipalité de Nipissing Ouest

pour renforcer l'efficacité, la responsabilisation et la transparence des organismes de surveillance de la police.

Dans son mémoire, intitulée « [Une surveillance inchangée](#) », M. Dubé déclare que les trois organismes de surveillance de la police en Ontario – l'[Unité des enquêtes spéciales](#) (UES), le [Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police](#) (BDIEP) et la [Commission civile de l'Ontario sur la police](#) (CCOP) – devraient relever du mandat de l'Ombudsman, de même que les commissions municipales de services policiers. Actuellement, le seul de ces organismes placé sous la surveillance de l'Ombudsman est l'UES, qui enquête sur les cas où la police est impliquée dans des blessures graves ou des décès.

- [Lire le mémoire de l'Ombudsman](#)
- [Lire le communiqué de presse](#)

Dans les nouvelles

- [L'ombudsman de l'Ontario veut pouvoir enquêter sur les organismes de surveillance de la police](#) (Radio-Canada)

"Plus nous apprenons en travaillant dans l'ouverture et ensemble, en plus nous pouvons instaurer de meilleurs moyens, plus équitables, de gouverner" : La première ministre Kathleen Wynne s'adresse aux chiens de garde

La première ministre Kathleen Wynne a parlé de l'importance d'établir de bonnes relations de travail entre les organismes gouvernementaux et les bureaux de surveillance, alors qu'elle prononçait l'allocution principale au cours annuel de formation de notre Bureau pour les chiens de garde de l'administration, « Sharpening Your Teeth », le 25 octobre.

Depuis 2007, nous offrons ce cours aux ombudsmen et aux enquêteurs professionnels de partout au Canada et dans le monde, toujours en mode de recouvrement complet des coûts. Cette année, nous avons accueilli plus de 70 participants, venus des Tonga, de l'Ukraine, d'Antigua-et-Barbuda, et du Nebraska; de bureaux d'ombudsman de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et du Yukon; et d'autres bureaux d'ombudsman et bureaux législatifs en Ontario. Les séances de formation ont notamment porté sur les enquêtes systémiques, les entrevues, la rédaction des rapports. De plus, l'Ombudsman du Nouveau-Brunswick, Charles Murray a fait une présentation.

Dans son discours, la première ministre a déclaré ceci : « En mettant l'accent sur l'équité des procédures, en réglant les plaintes au plus vite, et en ayant des contacts personnels avec les gens qui font appel à l'Ombudsman, vous aidez les gens à voir le gouvernement en termes plus humains. »

- [Regardez la vidéo \(en anglais seulement\)](#)

L'Ombudsman a conclu que la Municipalité de Nipissing Ouest n'avait pas enfreint les exigences des réunions publiques énoncées dans la *Loi sur les municipalités* et dans son Règlement de procédure, lors d'une réunion extraordinaire le 21 juillet 2016. Depuis, la Municipalité a modifié son Règlement de procédure pour inclure l'exigence d'aviser le public de toutes les réunions.

[Lire la lettre](#)

LIAISON

Octobre a été un mois très affairé encore, et l'Ombudsman Paul Dubé s'est notamment rendu à Albuquerque, au Nouveau-Mexique, où il a fait une présentation à des responsables de la surveillance sur la police venus d'un peu partout en Amérique du Nord, pour la conférence annuelle de la [National Association for Civilian Oversight of Law Enforcement](#). L'Ombudsman a parlé aux participants de son rapport sur les méthodes de désescalade pour la police, et ses propos ont été fort bien accueillis. Il a aussi parlé de la désescalade à des responsables civils de la surveillance de l'exécution de la loi lors d'une réunion organisée à Ottawa par la [Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC](#).

L'Ombudsman a aussi assisté à la conférence annuelle de la [United States Ombudsman Association](#) à Arlington, en Virginie, à la mi-octobre – ce qui a été une occasion précieuse de partager des connaissances et des compétences avec les ombudsmen d'un peu partout en Amérique du Nord.

Le personnel de l'Ombudsman continue de rencontrer des intervenants dans la province. En octobre, il s'est réuni avec des groupes du secteur des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle et avec des associations municipales, incluant McNab, Horton, Toronto, et Guelph.

QUOI DE NEUF?



La première ministre Kathleen Wynne prononce son discours lors de la formation «Sharpening Your Teeth» de l'Ombudsman de l'Ontario le 25 octobre 2016.

Secteur parapublic: Cas récents

Nous avons reçu plus de **3 900** plaintes sur des municipalités, universités et conseils scolaires depuis que notre mandat s'est étendu à ces secteurs. Depuis le 1^{er} septembre 2015, **974** plaintes nous sont parvenues à propos de conseils scolaires, ainsi que **2 736** plaintes sur des municipalités et **205** sur des universités depuis le 1^{er} janvier 2016. La majorité de ces cas ont été réglés officiellement, généralement en aiguillant les dossiers vers des responsables locaux.

Cas récents

Municipalités

Un homme a communiqué avec notre Bureau à propos d'un lampadaire dont l'ampoule était grillée, dans son quartier. Il avait parlé du problème à sa municipalité, mais des mois s'étaient écoulés, sans réponse. Notre Bureau est intervenu et a découvert qu'il y avait eu un malentendu avec le personnel municipal, ainsi qu'une interruption temporaire dans le remplacement des ampoules, car la municipalité s'apprêtait à installer des ampoules LED, le 17 octobre. La municipalité nous a donné l'assurance que l'entrepreneur remplacerait tout d'abord les ampoules grillées, dont celle qui avait été signalée par cet homme.

Le maire d'une municipalité a appelé notre Bureau, demandant si l'Ombudsman pourrait remplir le rôle de commissaire municipal à l'intégrité. Le personnel de l'Ombudsman a expliqué que nous sommes un bureau de dernier recours et que notre rôle n'est pas de remplacer les mécanismes locaux de responsabilisation, comme les commissaires à l'intégrité. Nous avons envoyé ces renseignements au maire par courriel, avec des renvois aux parties pertinentes de notre site Web et à des



Quoi de neuf à notre Bureau? Regardez le [tout dernier message de l'Ombudsman](#) sur ses plus récents discours et rapports, et sur les autres activités de notre équipe.

VOUS VOULEZ TRAVAILLER AVEC NOUS?

Nous sommes constamment à la recherche de gens de talent qui aimeraient se joindre à nos équipes des **enquêtes** et des **règlements préventifs**.

Pour en savoir plus sur les règlements préventifs, [cliquez ici](#).

Pour en savoir plus sur les enquêtes, [cliquez ici](#).



RESTEZ EN CONTACT

L'Ombudsman compte maintenant plus de **4 474** fans sur [Facebook](#) et **37 349** sur [Twitter](#) ! Restez en contact avec nous grâce aux médias sociaux ou envoyez-nous un mot à lechiendegarde@ombudsman.on.ca

allocutions de l'Ombudsman.

[Consultez nos brochures](#) pour en savoir plus sur les plaintes à propos des municipalités, des universités et des conseils scolaires, ou [remplissez un formulaire de plainte ici](#).

Vous avez une plainte à propos d'une municipalité?

[Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'une université?

[Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'un conseil scolaire?

[Lisez ceci d'abord](#)

Restez en connexion avec notre Bureau dans les deux langues officielles! Suivez notre compte Twitter en français : [@Ont_OmbudsmanFR](#).

Office of the Ombudsman of Ontario | Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario

1-800-263-1830 - Complaints Line | Ligne des plaintes | 1-866-411-4211 - TTY | ATS

Bell Trinity Square, 483 Bay St., 10th Floor, South Tower

Bell Trinity Square 483, rue Bay 10e étage, Tour Sud, Toronto, Ontario, M5G 2C9, Canada

If you received this newsletter in French and would like to get it in English, [send us an email](#).